

K - Cahier des charges d'appel d'offres en entreprise totale

K1.1 – Instructions de la procédure

Ecole professionnelle de Vennes (EPV)

Lausanne

Publication du 31.07.2020



SOMMAIRE

1	APERCU	4
2	PREAMBULE.....	5
2.1	Contexte	5
2.2	Expression du besoin	5
2.3	Terrain choisi pour l'implantation du projet	5
2.4	Projet élaboré par le Maître d'ouvrage (MO) et ses mandataires	7
3	PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES	9
3.1	Maître de l'ouvrage, adjudicateur	9
3.2	Mandataire organisateur de la procédure	9
3.3	Objet du marché	9
3.3.1	Offre de base	10
3.3.2	Options	10
3.3.3	Variantes	10
3.4	Type de procédure	10
3.5	Soumissionnaires	10
3.5.1	Conditions de participation	10
3.5.2	Association, groupement, consortium d'entreprises	11
3.5.3	Sous-traitance	11
3.5.4	Pré-implication et incompatibilité	12
3.6	Inscription et demande du dossier d'appel d'offres	14
3.7	Documents d'appel d'offres	14
3.8	Calendrier	15
3.9	Visite des lieux	15
3.10	Questions des soumissionnaires	16
3.11	Documents constituant l'offre	16
3.11.1	Préambule	16
3.11.2	Dossier des documents administratifs et formulaires	16
3.11.3	Dossier architectural et technique	18
3.12	Remise des offres	18
4	PROCESSUS D'EVALUATION.....	20
4.1	Ouverture des offres	20
4.2	Déroulement	20
4.2.1	Etape 1 : Contrôle de conformité à l'ouverture des offres	20
4.2.2	Etape 2 : Evaluation des offres	20
4.3	Instances d'évaluation, conflits d'intérêts	21
4.3.1	Comité d'évaluation	21
4.3.2	Spécialistes conseils	21
4.3.3	Conflit d'intérêt	22
4.4	Critères d'aptitude et d'adjudication	22
4.5	Principe de notation	24

692 Ecole Professionnelle de Vennes

Appel d'offres pour entreprise totale (ET)

K1.1. Instructions de la procédure

Page 3 / 32

4.6	Notation du prix	25
4.6.1	Forme de prix et sa notation.....	25
4.6.2	Méthode de notation	25
4.7	Notation des variantes.....	25
4.8	Choix de l'adjudicataire	26
4.9	Audition des soumissionnaires.....	26
4.10	Notification de la décision d'adjudication	26
5	CONDITIONS ET EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE LA PROCEDURE D'APPEL OFFRES	27
5.1	Engagements de l'adjudicateur	27
5.2	Langue officielle	27
5.3	Prix et TVA	27
5.4	Validité des offres.....	27
5.5	Offres partielles et variantes	27
5.6	Modification du cahier des charges par l'adjudicateur	27
5.7	Indemnisation des soumissionnaires	28
5.8	Confidentialité.....	28
5.9	Vérifications.....	28
5.10	Contrôle et explications de l'offre	28
5.11	Propriété des documents d'appel d'offres.....	28
5.12	Nature juridique des documents d'appel d'offres.....	29
5.13	Négociations.....	29
5.14	Voies de recours	29
6	ENGAGEMENTS DU SOUMISSIONNAIRE.....	30

1 APERCU

Point	Rubrique	Information
1.0	Procédure	Appel d'offres en procédure ouverte, soumise à la RLMP-VD/LMP-VD
1.1	Nom officiel et adresse du mandant :	Etat de Vaud Département des Finances et des Relations Extérieures (DFIRE) Direction Générale des Immeubles et du Patrimoine (DGIP) Place de la Riponne 10 1014 Lausanne Affaire 692
1.2	Dossier d'appel d'offres	Seuls les documents K1.1 Instructions de la procédure (présent document) et K1.2 Dossier d'offre peuvent être téléchargés sur www.simap.ch . Les autres documents selon § 3.7 seront téléchargeables sur un site de partage de fichiers selon un lien qui sera communiqué aux soumissionnaires qui en auront fait la demande à l'organisateur de la procédure.
1.3	Organisateur de la procédure	E-AS SA Avenue du Théâtre 2-4 1005 Lausanne jbb@e-as.ch
1.4	Délai pour la remise du dossier d'offre	Au plus tard le 04.12.2020 à 11h30
1.5	Adresse pour la remise du dossier d'offre	Le dossier d'offre dûment complété doit parvenir physiquement, sous pli fermé avec la mention « 692 – EPV - AO ET - NE PAS OUVRIR », à l'adresse suivante : Etat de Vaud Département des finances et des relations extérieures (DFIRE) Direction Générale des Immeubles et du Patrimoine (DGIP) Place de la Riponne 10 1014 Lausanne
1.6	Ouverture des offres	Non publique

2 PREAMBULE

2.1 Contexte

Le rapport du Conseil d'Etat de janvier 2013 relatif à la planification des constructions scolaires de l'enseignement post-obligatoire, a fait clairement état des projets en cours ou à l'étude en vue de répondre aux besoins à court et à moyen termes des écoles professionnelles et de métiers vaudois.

L'évolution de 2012 à 2017 atteste une croissance des classes de 3.5%. Cette évolution s'explique par des variables partiellement liées à la croissance démographique (croissance de 1.7% des jeunes âgés de 15 à 19 ans entre 2014 et 2017), mais surtout à des facteurs d'ordre politique (le pilotage de la formation professionnelle est dicté par le Secrétariat d'Etat à la Formation à la Recherche et à l'Innovation SEFRI), économique (le nombre de places d'apprentissage dépend de la conjoncture économique), institutionnel (la richesse de l'offre de la formation professionnelle vaudoise permet d'accueillir les apprenti-e-s d'autres cantons) et individuel (l'âge moyen d'entrée en apprentissage se situe à 18 ans et quelques mois).

2.2 Expression du besoin

Compte tenu du contexte de croissance évoqué ci-dessus, les études préliminaires menées par la DGIP depuis l'été 2017 mettent en évidence la nécessité de compléter la structure existante dédiée à la formation professionnelle sur le site de Lausanne-Vennes.

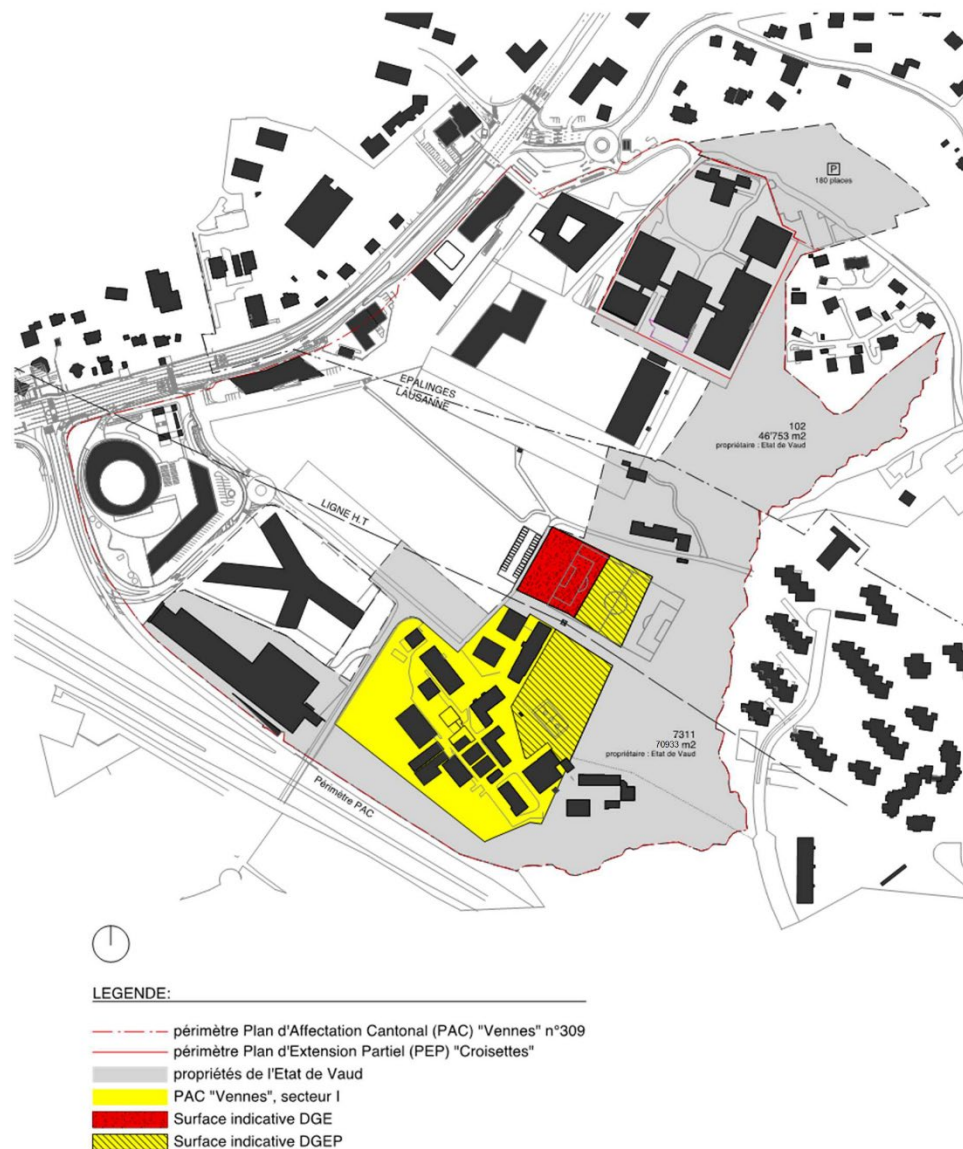
Un des piliers de la stratégie immobilière de l'Etat de Vaud est de privilégier la propriété plutôt que la location. Cette option est retenue principalement pour la localisation des entités conduisant des activités pérennes.

En conséquence le regroupement d'activités de certains établissements de la formation professionnelle, ainsi que l'élargissement d'une offre déjà disponible sur ce site, justifient la planification des trois nouveaux bâtiments de formation professionnelle du projet de l'Ecole Professionnelle de Vennes (EPV), dont un sera principalement dédié au Centre d'Orientation et de Formation Professionnelles (COFOP) et les deux autres principalement dédiés à l'Ecole Technique - Ecole des Métiers de Lausanne (ETML) et aux espaces collectifs.

2.3 Terrain choisi pour l'implantation du projet

Le terrain choisi (parcelle No 7311, propriété de l'Etat de Vaud) se situe sur la commune de Lausanne (PAC no 309 Vennes), voisin du COFOP et de l'Etablissement Vaudois d'Accueil des Migrants (EVAM), il est séparé en deux parcelles, une pour le projet de l'EPV (utilisateur : DGEP) et l'autre pour la maison de l'environnement (utilisateur : DGE) actuellement en cours de construction. Une ligne CFF MT (moyenne tension) traverse la parcelle.

692 Ecole Professionnelle de Vennes
Appel d'offres pour entreprise totale (ET)
K1.1. Instructions de la procédure

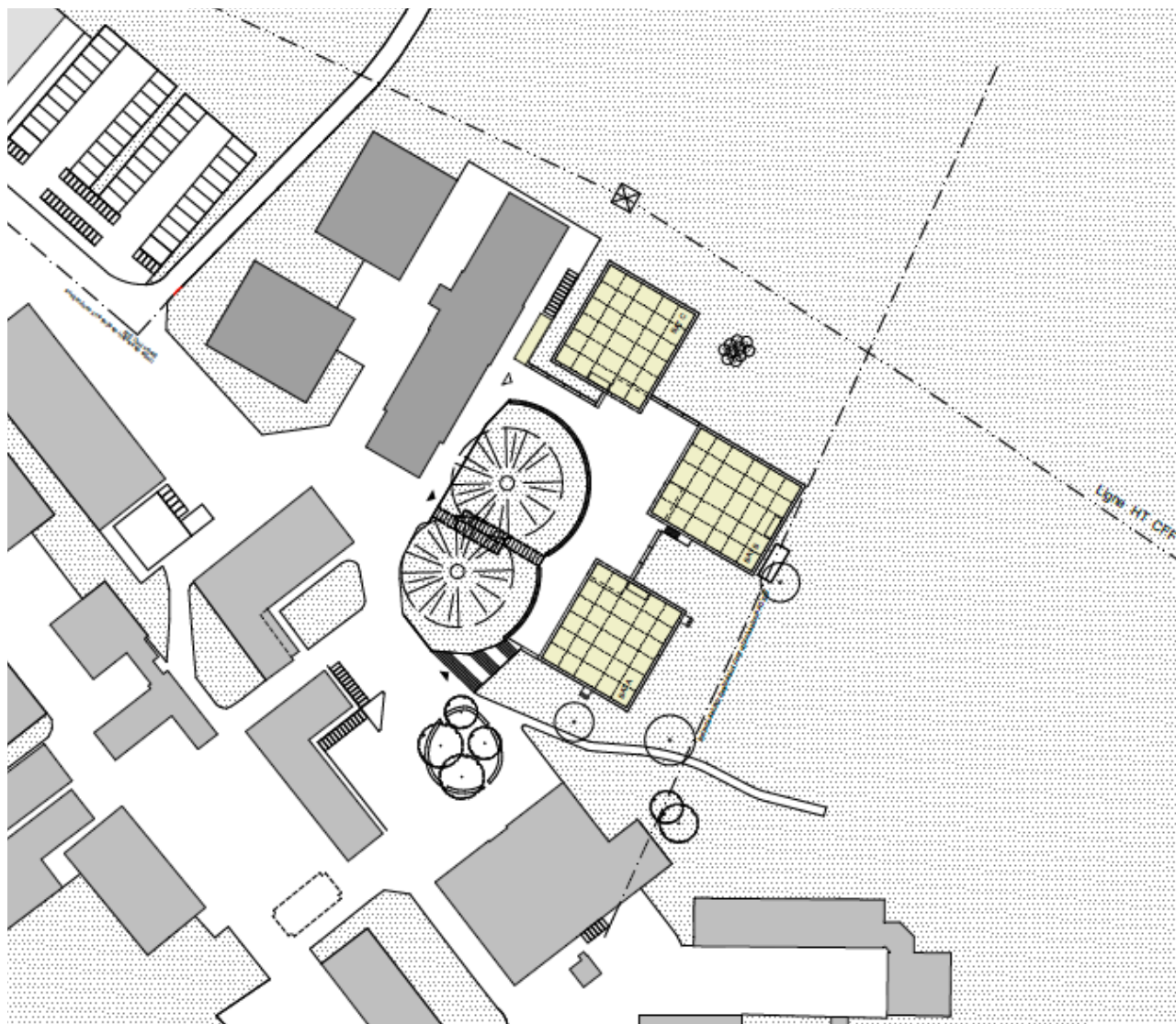


Secteur I - PAC « No 309 Vennes » / zone DGE et zone DGEP

2.4 Projet élaboré par le Maître d'ouvrage (MO) et ses mandataires

Une équipe pluridisciplinaire de mandataires a développé un avant-projet, dont les traits essentiels sont les suivants :

Le projet est composé de 3 bâtiments similaires dénommés A, B et C en progressant du sud au nord. Cette implantation maintient le rapport d'échelle plein-vide présent sur le site, tout en conférant à cette nouvelle structure une identité propre, identifiable au sein du centre de formation. Les dimensions des bâtiments en termes de surface et volume sont proches des 2 bâtiments du COFOP- Chartem, soit environ 20m x 20m en plan ; en R+2 pour les 3 bâtiments. Seul le bât C possède un sous-sol partiel.



Plan de situation EPV

Les 3 bâtiments hébergent au global 17 salles d'enseignements, 3 ateliers, des locaux pour les enseignants, des locaux administratifs et d'exploitation, des locaux collectifs (cafeteria, réfectoire, etc) pour une surface utile d'environ 2310 m² et une surface de plancher de 3828 m².

Le bois est utilisé de manière intensive et rationnelle (structure, façades, parois). Ces bâtiments présenteront des performances équivalentes à Minergie-P ECO démontrées par l'obtention du label SmEO,

692 Ecole Professionnelle de Vennes
Appel d'offres pour entreprise totale (ET)
K1.1. Instructions de la procédure

selon la directive pour l'efficacité énergétique et la durabilité des bâtiments et constructions du 7 juin 2017 émise par le conseil d'Etat (Vaud).

Cet appel d'offres (AO) est basé sur un développement des études au stade d'avant-projet au sens de la SIA (PP31). En raison des délais courts à respecter, le MO et ses mandataires constitueront le dossier d'enquête et sont responsables de l'obtention de l'autorisation (PP 33) en parallèle de l'AO et de l'adjudication du présent marché.

3 PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES

3.1 Maître de l'ouvrage, adjudicateur

Le Maître de l'ouvrage et pouvoir adjudicateur est le suivant :

Etat de Vaud

Département des Finances et des Relations Extérieures
Direction générale des immeubles et du patrimoine
Place de la Riponne 10
CH – 1014 Lausanne

3.2 Mandataire organisateur de la procédure

L'organisation de l'appel d'offres est assurée par :

E-AS SA

Personne de contact :
Jean-Baptiste Brunet
Tel : 021 616 90 06
Email : jbb@e-as.ch

3.3 Objet du marché

Le marché porte sur les études partielles et la construction de l'école professionnelle de Vennes dans le cadre d'un contrat en Entreprise Totale (ET).

Au sens du Guide Romand des marchés publics, il s'agit d'un marché d'entreprise totale (marchés de services et de travaux) qui englobe notamment :

- L'exécution au sens des règlements SIA 102, 103, 105, 108 et 112 des phases d'études :
 - « 32 : Projet de l'ouvrage »,
 - « 41 : Appel d'offres »,
 - « 51 : Projet d'exécution »,
 - « 52 : Exécution de l'ouvrage »,
 - « 53 : Mise en service et achèvement »,
 - NB : les prestations de la phase partielle « 33 Procédure de demande d'autorisation » sont exécutées par les mandataires du MO directement sous sa responsabilité.
- La construction et la mise en service sans défaut de l'ouvrage ainsi défini.
- La garantie et l'optimisation du fonctionnement,
 - « 61 » : Fonctionnement sur une période de 2 ans.

Le présent document fournit les conditions de l'appel d'offres (AO), les directives à suivre par les soumissionnaires et les critères retenus par le Maître d'ouvrage pour l'évaluation des offres.

La présente procédure est un appel d'offres. En effet, un cahier des charges détaillé est remis aux soumissionnaires (avec des annexes techniques), basé sur un avant-projet de l'ouvrage (phase partielle 31 selon SIA). En outre, les offres seront évaluées selon des critères et sous-critères qui permettent d'identifier celle qui est économiquement la plus avantageuse.

3.3.1 Offre de base

Les ET soumissionnaires sont tenues de formuler une offre de base qui respecte le cahier des charges, sans modification.

Néanmoins l'avant-projet développé ayant servi de base au cahier des charges du présent AO présente quelques sujets non résolus à satisfaction du MO. Dès lors l'ET aura la latitude de présenter des solutions alternatives dans un cadre limité défini dans le document K2, § 2.2.

3.3.2 Option

L'ET soumissionnaire devra obligatoirement répondre à une option « recherche d'économies » décrite dans le document K2, §2.2.3.

L'ET est donc tenue de formuler l'offre de base conforme au cahier des charges. Ne répondre qu'à la présente option entraînera son exclusion de la procédure.

3.3.3 Variantes

Les variantes ne sont pas acceptées.

3.4 Type de procédure

Le présent AO se déroule selon une **procédure ouverte** conforme aux dispositions légales suivantes :

- Accord OMC du 15.4.1994 sur les marchés publics ;
- Accord bilatéral entre la Suisse et la Communauté européenne sur certains aspects relatifs aux marchés publics, entré en vigueur le 01.06.2002 ;
- Loi fédérale sur les cartels et autres restrictions à la concurrence du 06.10.1995 ;
- Loi fédérale sur la concurrence déloyale (LCD) du 19.12.86 ;
- Loi fédérale sur le marché intérieur (LMI) du 06.10.1995, état au 01.01.2007,
- Accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP) du 25.11.94, révisé le 15.03.2001, ainsi que ses directives d'exécution ;
- Loi cantonale ou décret d'adhésion à l'accord intercantonal sur les marchés publics ;
- Loi cantonale vaudoise du 24.6.1996 sur les marchés publics ;
- Règlement cantonal vaudois du 07.07.2004 sur les marchés publics.

L'avis concernant cette procédure est publié sur le site Internet www.simap.ch.

3.5 Soumissionnaires

3.5.1 Conditions de participation

La procédure est ouverte aux entreprises totales.

Les entités portant la même raison sociale, même issues de cantons, régions ou pays différents, ne peuvent déposer qu'un seul dossier d'offre.

Sont admis à déposer une offre uniquement les soumissionnaires :

- qui sont des entreprises ayant une activité régulière et référencée d'entreprise générale ou d'entreprise totale avec ou sans activité propre de travaux de construction, capables de réaliser les études du projet, le projet d'exécution, la construction de l'ouvrage et la mise en service de l'ouvrage, dans le cadre d'un prix forfaitaire ou d'un prix plafond avec décompte ouvert, selon la formule « clés

692 Ecole Professionnelle de Vennes
Appel d'offres pour entreprise totale (ET)
K1.1. Instructions de la procédure

en mains », en choisissant, mandatant et coordonnant elle-même les mandataires professionnellement qualifiés comme les architectes, ingénieurs civils, ingénieurs CVSE ou autres. Les soumissionnaires apporteront la preuve de cette activité (par exemple sous forme d'un extrait du registre du commerce ou d'un registre professionnel).

- dont le siège social se trouve en Suisse ou dans un pays qui offre la pleine réciprocité aux soumissionnaires suisses en matière d'accès à leurs marchés publics (en vertu de l'Accord du GATT / OMC (AMP) sur les marchés publics et de l'Accord bilatéral sur certains aspects relatifs aux marchés publics entre la Suisse et la Communauté européenne).

En cas de doute sur ces conditions de participation, l'adjudicateur procédera à une vérification plus approfondie de la recevabilité de l'offre en question.

Chaque soumissionnaire signera le formulaire **P1** – Engagement sur l'honneur, confirmant ainsi qu'il respecte toutes les conditions énoncées dans le document et qu'il est prêt à fournir à l'adjudicateur, dans un délai de 10 jours, tout ou partie des pièces indiquées.

Chaque soumissionnaire complétera et signera le formulaire **P5** - garanties financières et d'assurances et produira le document demandé, soit une copie de l'attestation d'assurance en responsabilité civile d'entreprise. De plus, le soumissionnaire s'engage à fournir à l'adjudicateur, dans les délais impartis, tout ou partie des autres pièces indiquées.

Chaque soumissionnaire prouvera sa capacité financière et surtout l'adéquation entre le montant des travaux mis en soumission et sa capacité financière. Pour cela, il est demandé aux soumissionnaires de compléter et signer le formulaire **Z1** – capacité financière du soumissionnaire et de produire une attestation de fiduciaire de premier ordre prouvant que le montant des travaux mis en soumission est inférieur ou égal à 30% du chiffre d'affaires annuel (des 5 derniers exercices comptables) de l'entreprise soumissionnaire.

3.5.2 Association, groupement, consortium d'entreprises

L'association, le groupement ou le consortium d'entreprises est admis, mais au maximum pour deux entreprises, et aux conditions suivantes :

- que cela ne nuise pas à la saine et efficace concurrence,
- que cela ne crée pas une position cartellaire.

Une des deux entreprises devra être désignée comme pilote et aura le pouvoir de représenter l'association, le groupement ou le consortium d'entreprises.

Les formulaires adaptés seront utilisés dans ce cas (nom de fichier portant la mention « consortium »).

3.5.3 Sous-traitance

De manière générale, les sous-traitances d'études et de travaux sont autorisées. A la condition cependant :

- que cela ne nuise pas à la saine et efficace concurrence,
- que cela ne crée pas une position cartellaire,
- que cela ne soit pas assimilée à une cession de contrat,
- qu'elle n'entraîne pas une substitution de l'entreprise titulaire du marché.

En particulier, l'entreprise totale adjudicataire du présent marché aura l'obligation de sous-traiter des prestations à des mandataires professionnellement qualifiés si elle ne possède pas les compétences à l'interne pour les phases d'études, de réalisation et de fonctionnement. Ces sous-traitants d'étude et de travaux de construction seront déclarés à l'issue du présent AO.

Ces compétences sont au minimum les suivantes :

- l'architecture,
- l'ingénierie civile, structure bois et béton,

692 Ecole Professionnelle de Vennes
Appel d'offres pour entreprise totale (ET)
K1.1. Instructions de la procédure

- l'ingénierie géotechnique,
- l'ingénierie CVSE – MCR,
- la sécurité incendie,
- l'acoustique.

L'équipe de projet sera à minima composée du directeur de projet de l'ET, de son adjoint et des mandataires (architectes / ingénieurs) mentionnés ci-dessus. Chacune de ces personnes devra impérativement être salariée du bureau / de l'entreprise qu'elle représente.

En tout état de cause, chaque sous-traitant devra respecter toutes les conditions figurant dans le contrat d'entreprise totale joint au présent AO. Le soumissionnaire devra joindre également les attestations exigées dans le dossier d'AO pour chaque sous-traitant proposé. Un sous-traitant qui n'aura pas été mentionné lors de la signature du contrat ou pendant l'exécution du marché, sera refusé.

Pour assurer le respect des obligations du soumissionnaire et des sous-traitants, l'adjudicateur a inclus des peines conventionnelles dans le contrat joint au présent appel d'offres.

3.5.4 Pré-implication et incompatibilité

Sous réserve de la décision prise par l'adjudicateur de les exclure d'office de la procédure, la personne, l'entreprise ou le bureau qui a réalisé une prestation particulière, avant le lancement de la procédure, peut y participer en tant que soumissionnaire ou mandataires sous-traitant d'un soumissionnaire pour autant que cette prestation :

- était limitée dans le temps et est achevée au moment du lancement de la procédure,
- ne touche pas l'organisation de la procédure ou l'élaboration directe du cahier des charges (définition de l'ouvrage futur),
- n'est pas comprise dans le marché mis en concurrence, soit par exemple des expertises, études de faisabilité, études d'impact.

Liste des personnes, entreprises ou bureaux pré-impliqués **qui sont autorisés à participer** à la procédure selon les conditions précitées :

Nom de la personne, de l'entreprise ou du bureau	Type de prestation
RESO SA	géomètre
cBmM architectes, Lausanne	Elaboration de l'avant-projet

En cas de participation à la procédure, la personne, l'entreprise et le bureau concernés doivent être prêts à faire la démonstration qu'ils ne possèdent pas d'avantage prépondérant, particulier ou déterminant, par rapport aux autres soumissionnaires, qui pourrait fausser le jeu de la concurrence.

692 Ecole Professionnelle de Vennes
Appel d'offres pour entreprise totale (ET)
K1.1. Instructions de la procédure

Liste des personnes, entreprises ou bureaux pré-impliqués qui ne sont pas autorisés à participer à la procédure selon les conditions précitées :

Nom de la personne, de l'entreprise ou du bureau	Type de prestation
E-AS SA, Lausanne	Organisateur et rédacteur de la présente procédure, évaluation des soumissionnaires
CBS-CBT, St Sulpice	Participation à la rédaction du cahier des charges et à l'évaluation des soumissionnaires / construction en bois et protection incendie
Boss et Associés SA, Ecublens	Participation à la rédaction du cahier des charges et à l'évaluation des soumissionnaires / structures BA et réseaux extérieurs
MAB Ingénierie SA	Participation à la rédaction du cahier des charges et à l'évaluation des soumissionnaires / installations électriques
Weinmann-Energies SA	Participation à la rédaction du cahier des charges et à l'évaluation des soumissionnaires / installations CVS et physique du bâtiment
Bureau de Paysage – Jean-Jacques Borgeaud, Lausanne	Participation à la rédaction du cahier des charges et à l'évaluation des soumissionnaires / architecte paysagiste
Acustica Sàrl, Avenches	Participation à la rédaction du cahier des charges et à l'évaluation des soumissionnaires / acousticien
ECCP Sàrl, Mézières	Participation à la rédaction du cahier des charges et à l'évaluation des soumissionnaires / cuisiniste
CSD Ingénieurs	Etude géotechnique et étude mobilité

Toute personne, entreprise et bureau qui ont participé à la préparation et à l'organisation de la procédure, ainsi qu'aux démarches d'aide à la décision et à l'élaboration des documents d'AO, qui ne sont pas autorisés par l'adjudicateur à y participer, sont informés qu'ils possèdent un devoir de réserve et de confidentialité sur les informations qu'ils détiennent. Ils ne peuvent donc pas transmettre des informations ou des documents à des tiers, qu'ils participent ou non à la procédure, sauf sur autorisation de la part de l'adjudicateur ou via ce dernier.

Le fait qu'un soumissionnaire ait pu obtenir une information ou un document de manière privilégiée par rapport aux autres soumissionnaires, représente une violation grave du principe de l'égalité de traitement et entraîne son exclusion immédiate de la procédure. L'adjudicateur se réserve le droit de déposer une requête en dommages et intérêts s'il estime que cela a nui à l'efficacité de la mise en concurrence ou que cela lui a apporté un préjudice important.

3.6 Inscription et demande du dossier d'appel d'offres

Les soumissionnaires doivent s'inscrire à l'AO sur le site www.simap.ch. L'adjudicateur n'est pas responsable des conséquences d'une inscription partielle ou d'une inscription dont les coordonnées n'existent pas ou sont (devenues) caduques, notamment lorsqu'il souhaite informer le soumissionnaire d'une modification des documents téléchargeables ou d'un complément de dossier.

Le dossier complet sera transmis sous forme de lien de téléchargement. Le soumissionnaire doit assumer les conséquences du temps nécessaire à la réception de la demande, à la préparation de l'envoi et aux délais d'expédition/réception.

L'adjudicateur n'a fixé aucun émolument d'inscription, ni frais de dossier.

3.7 Documents d'appel d'offres

Les documents du présent AO sont les suivants :

K1. Cahier des conditions administratives et dossier d'offre

K1.1 Instructions de la procédure

K1.2 Dossier d'offre

Annexes K1.2 :

AK1.2.1 Formulaires (PQRZ)

K2. Cahier des charges général

Chapitre 1. Description générale du projet et de son cadre

Annexes chapitre 1 :

AK2.1.1 Etudes géotechniques CSD 2017

AK2.1.2 Autres études de sols

AK2.1.3 Base de plans, réseaux et conditions de raccordement

AK2.1.4 PAC Vennes, règlements communaux

AK2.1.5 Autres documents décrivant la situation existante

Chapitre 2. Définition du projet, de son programme, de ses exigences et objectifs

Annexes chapitre 2 :

AK2.2.1 Liste des plans et document de l'annexe AK2.2

AK2.2.2 Descriptif et plans de l'architecte

AK2.2.3 Descriptif et plans de protection incendie

AK2.2.4 Descriptif et plans de l'ingénieur civil

AK2.2.5 Descriptif et plans de l'ingénieur bois

AK2.2.6 Descriptif et plans de l'ingénieur électricien

AK2.2.7 Descriptif et plans de l'ingénieur CVS et Physique du bâtiment

AK2.2.8 Descriptif et plans de l'architecte paysagiste

AK2.2.9 Descriptif et plans du spécialiste cuisine

AK2.2.10 Cahier des charges de l'acousticien

AK2.2.11 Directives techniques et énergétiques DGIP

AK2.2.12 Objet de référence Cofop Chartem

Chapitre 3. Interfaces avec d'autres objets

Annexes chapitre 3 :

AK2.3.1 Développements futurs de la parcelle

Chapitre 4. Engagements et prestations de l'Entreprise Totale

Annexes chapitre 4 :

- AK2.4.1 Contrat d'entreprise totale (base KBOB)
- AK2.4.2 Conditions générales DGIP
- AK2.4.3 Liste des livrables et prestations attendus de l'ET
- AK2.4.4 Livrables type DGIP

Les soumissionnaires intéressés pourront télécharger les documents K1.1 Instructions de la procédure (présent document) et K1.2 Dossier d'offre sur www.simap.ch.

Les autres documents selon la liste ci-dessus seront téléchargeables sur un site de partage de fichiers selon un lien qui sera communiqué aux soumissionnaires qui en auront fait la demande à l'organisateur de la procédure.

Aucune consultation de documents auprès du maître de l'ouvrage n'est prévue.

3.8 Calendrier

Jalon	Date prévisionnelle
Annonce préalable sur SIMAP	04.05.2020
Publication de l'avis d'AO	31.07.2020
Visite du site	25.08.2020
Dépôt des questions 1	01.09.2020
Réponses aux questions 1 et transmission du dossier d'autorisation	11.09.2020
Dépôt des questions 2	16.10.2020
Réponses aux questions 2	28.10.2020
Remise des offres par les soumissionnaires	04.12.2020 à 11h30
Ouverture des offres (non publique)	04.12.2020
Délibérations du comité d'évaluation	début février 2021
Décision d'adjudication par le CE	10.02.2021
Début des études, m&ap projet et contrat	Dès adjudication
Obtention de l'autorisation de construire sous la responsabilité du MO	15.02.2021
Signature du contrat	26.03.2020
Ouverture du chantier	mai 2021
Remise de l'ouvrage	30.06.2022
Mise en exploitation	01.07.2022

3.9 Visite des lieux

Une visite des lieux est agendée le 25.08.2020. Les modalités seront communiquées ultérieurement.

3.10 Questions des soumissionnaires

Les soumissionnaires ont la possibilité de poser leurs questions à l'adresse e-mail de l'organisateur de la procédure avant le délai fixé dans le calendrier de la procédure.

Doivent figurer dans le courriel :

- mention dans Objet : « AO ET EPV : questions »,
- question dans un fichier attaché Word ou Excel non protégé,
- mention pour chaque question du thème abordé (procédure, financier, projet de contrat, aspect architectural, technique, etc...) et de la référence précise aux documents d'AO (numéro, titre, page et ligne).

Les réponses seront téléchargeables sur un site de partage de fichiers selon un lien qui sera communiqué aux soumissionnaires selon le délai indiqué dans le calendrier de la procédure.

L'adjudicateur répondra uniquement aux questions arrivées dans le délai fixé, posées par écrit et transmises sous la forme électronique précisée. Les questions devront être précises et concises, avec référence à un chapitre et/ou à un document remis par l'adjudicateur.

Il ne sera répondu à aucune question par téléphone ou par e-mail.

3.11 Documents constituant l'offre

3.11.1 Préambule

Le soumissionnaire devra respecter strictement la forme et le contenu de l'offre demandée par l'adjudicateur. L'adjudicateur ne prendra pas en considération les informations des pages surnuméraires.

Le dossier d'offre est constitué :

- du dossier administratif, soit le présent document K1.1 et le document K1.2 et ses annexes (formulaires P, Q, R et Z).
- du dossier architectural et technique détaillant les solutions offertes par le soumissionnaire.

3.11.2 Dossier des documents administratifs et formulaires

Le document K1.2 ainsi que ses annexes les formulaires P, Q, R et Z seront fournis en 2 exemplaires papiers imprimés en recto uniquement, format A4 pour les formulaires et en multiples de format A4 plié pour les documents le nécessitant (p.ex. plan d'installation de chantier, planning). De plus, ils seront remis au format informatique Word, Excel et PDF, sur une clé USB.

Le soumissionnaire n'est pas autorisé à modifier le contenu de ces documents. Le document doit être modifié seulement aux endroits prévus. Si nécessaire le nombre de lignes dans les tableaux peut être augmenté.

Une fois ces documents dûment complétés et signés, ils constituent, avec le dossier architectural et technique, le dossier d'offre du soumissionnaire.

Concerne :	Document ou formulaire :
Instructions de la procédure	Document K1.1 complété et signé
Dossier d'offre	Document K1.2 complété et signé
Engagement sur l'honneur	Formulaire P1 complété et signé
Garanties financières et d'assurances	Formulaire P5 complété et signé + attestation d'assurance RC
Capacité financière	Formulaire Z1 complété et signé + attestation de fiduciaire
Organisation, qualité du soumissionnaire	Formulaire Q1 complété et signé
Contribution du soumissionnaire à la composante sociale et environnementale du développement durable	Formulaire Q5+6+7 selon Druide 123 complété et signé
Qualité des références	Formulaire Q8 complété et signé
Montant de l'offre financière	Formulaire R1 (Offre de base) complété et signé
Montant des options	Formulaire R1_O (Options), complété et signé
Nombre, planification et disponibilité des moyens et des ressources pour l'exécution du marché	Formulaire R6 complété + un planning général détaillé (études, autorisation, soumissions et exécution)
Qualification des personnes-clés désignées pour l'exécution du marché	Formulaire R9 complété et signé
Utilisation intensive et rationnelle du bois	Formulaire R13Bois complété et signé
Cahier des charges général	Document K2. signé
Projet de contrat d'entreprise totale (base KBOB)	Document AK2.4.1 signé
Conditions générales DGIP	Document AK2.4.2 signé
Clé USB contenant l'ensemble des fichiers du dossier d'offre	Fichiers sous format PDF et EXCEL Chaque fichier sera nommé « soumissionnaire° du formulaire »

Il est inutile d'ajouter des annexes ou références autres que celles demandées car seules les informations données dans la forme et aux endroits indiqués dans les documents d'AO seront prises en compte pour l'évaluation.

En cas d'informations contradictoires entre la version papier et la version informatique, la version papier fera foi.

3.11.3 Dossier architectural et technique

3.11.3.1 Offre de base

Le dossier architectural et technique consistera en un descriptif des solutions offertes par le soumissionnaire qui diffèrent du projet développé dans le présent AO.

Ces solutions seront développées à un niveau de détail correspondant à un avant-projet de l'ouvrage sommaire (PP 31 partielle selon SIA 102, 103, 105 et 108).

Toutes les pièces graphiques et descriptifs du présent AO **non impactés par les solutions alternatives proposées par le soumissionnaire sont considérés comme approuvés** par ce dernier qui reprend ainsi sous son entière et unique responsabilité la conception du projet.

Le soumissionnaire certifie par sa participation à cet AO, avoir vérifié l'ensemble des éléments du projet fournis par le MO et apporté toute correction de conception nécessaire. L'adjudicataire du présent AO ne pourra pas se prévaloir d'une quelconque erreur de conception ou omission concernant le projet remis dans cet AO pour réclamer un dédommagement, justifier une diminution de qualité ou un report de délai.

Les pièces graphiques et les descriptifs concernés sont les suivants :

- K2 Cahier des charges général de l'ouvrage
- AK2.2.2 Descriptif et plans de l'architecte
- AK2.2.3 Descriptif et plans de protection incendie
- AK2.2.4 Descriptif et plans de l'ingénieur civil
- AK2.2.5 Descriptif et plans de l'ingénieur bois
- AK2.2.6 Descriptif et plans de l'ingénieur électricien
- AK2.2.7 Descriptif et plans de l'ingénieur CVS et Physique du bâtiment
- AK2.2.8 Descriptif et plans de l'architecte paysagiste
- AK2.2.9 Descriptif et plans du spécialiste cuisine
- AK2.2.10 Cahier des charges de l'acousticien

Ce dossier architectural et technique devra démontrer l'équivalence qualitative entre les solutions offertes par le soumissionnaire et les solutions de référence cités dans cet AO.

3.11.3.2 Option

Pour l'option demandée, le dossier architectural et technique consistera en un descriptif sommaire et des esquisses graphiques des solutions offertes par l'ET soumissionnaire qui diffèrent du projet développé dans le présent appel d'offres.

Ce dossier devra pointer les différences de qualité entre les solutions offertes par le soumissionnaire et les solutions de référence du présent AO.

3.12 Remise des offres

Le dossier d'offre dûment complété doit parvenir physiquement, sous pli fermé, au plus tard pour la date définie dans le calendrier de la procédure (cf. chap. 3.8) à l'adresse suivante :

Etat de Vaud

Département des finances et des relations extérieures (DFIRE)
Direction générale des immeubles et du patrimoine (DGIP)
Place de la Riponne 10
1014 Lausanne

692 Ecole Professionnelle de Vennes
Appel d'offres pour entreprise totale (ET)
K1.1. Instructions de la procédure

Les dossiers arrivés hors délai ou à une autre adresse ne seront pas pris en considération. Les soumissionnaires sont seuls responsables de l'acheminement et du dépôt du dossier à l'endroit et dans le délai indiqués (attention : le cachet postal ne fait pas foi).

Les dossiers peuvent également être déposés en main propre dans les mêmes délais à l'adresse indiquée. Aucun document transmis par voie électronique ne sera admis.

Les soumissionnaires remettront leur offre dans un carton contenant l'ensemble des pièces et portant à l'extérieur la mention « **EPV – Appel d'Offres Entreprise Totale / NE PAS OUVRIR** ».

Le carton contiendra les paquets suivants :

1. Paquet / enveloppe N°I contenant :

- Les coordonnées détaillées du soumissionnaire avec mention impérative des renseignements suivants : nom du chef de projet de la direction générale ainsi que de son remplaçant, fonction, adresses de correspondance (postale et email), numéros de téléphone,
- Une version complète de son offre sur support informatique (clé USB),
- Les documents suivants du dossier dûment signés :
 - K1.1 Instructions de la procédure (présent document),
 - K1.2 Dossier d'offre,
 - K2. Cahier des charges général,
 - AK2.4.1 Projet de contrat d'entreprise totale,
 - AK2.4.2 Conditions générales DGIP.

2. Paquet / enveloppe N°II contenant les formulaires à renseigner et à signer pour pouvoir juger du respect des conditions de participations et de l'aptitude du soumissionnaire, avec mention sur chaque document du nom du soumissionnaire : P1, P5, Z1, Q1, Q5+6+7, Q8.

3. Paquet / enveloppe N°III contenant les formulaires à renseigner et à signer nécessaires pour pouvoir juger de la qualité des offres, avec mention sur chaque document du nom du soumissionnaire et du type de réponse (base ou variante) : R6, R9, R13Bois.

4. Paquet / enveloppe N°IV contenant les formulaires à renseigner et à signer présentant le prix de l'offre, avec mention sur chaque document du nom du soumissionnaire et du type de réponse : R1 (base), R1_O (options).

5. Paquet N° V contenant le dossier architectural et technique des propositions alternatives du soumissionnaire.

Le soumissionnaire devra respecter strictement la forme et le contenu demandé par l'adjudicateur. Si un nombre de pages maximum est requis, l'adjudicateur ne prendra pas en considération les informations des pages surnuméraires. Une page A4 est considérée uniquement recto. Toutefois, si plusieurs pages A4 sont requises au maximum, le soumissionnaire peut les présenter recto-verso (exemple : 3 pages A4 = 1 page A4 recto-verso + 1 page recto). Les croquis éventuels devront être explicites et les textes devront posséder un format qui facilite la lecture (par exemple : type de police d'écriture équivalent à Arial 10 en impression à 100%).

Tous les documents devront être soigneusement reliés (spirale ou autre) ou intégrés dans un classeur A4 (minimum A3 pour les perspectives, les rendus d'ambiances et les images de synthèse), avec de manière visible soit sur la page de garde, soit sur la tranche et/ou sur la face principale, le nom du soumissionnaire. L'ordre des documents doit permettre la recherche aisée de l'information.

4 PROCESSUS D'EVALUATION

4.1 Ouverture des offres

L'ouverture des offres ne sera pas publique.

Le procès-verbal d'ouverture officielle des offres pourra être obtenu sur demande écrite adressée à l'adjudicateur, qui le transmettra par voie électronique aux soumissionnaires ayant effectué cette demande.

4.2 Déroulement

4.2.1 Etape 1 : Contrôle de conformité à l'ouverture des offres

Ensuite il s'agira de contrôler formellement que :

- L'offre a été remise dans les délais,
- L'offre est correctement remplie et tous les documents demandés ont été remis,
- L'offre est datée et signée par le soumissionnaire,
- L'offre est rédigée en français,
- L'offre ne révèle pas contenir de faux renseignements (documents fallacieux ou erronés, informations caduques ou mensongères, preuves falsifiées ou douteuses, signatures non valables, etc.),
- Les conditions de participation sont remplies par le soumissionnaire (voir chapitre 3.5).

Le résultat du contrôle de conformité sera résumé dans un procès-verbal de vérification des offres. Les offres ne remplissant pas ces critères seront déclarées non conformes et écartées de la procédure.

Outre les motifs de non recevabilité de son offre, un soumissionnaire sera également exclu de la procédure s'il trompe ou cherche à tromper intentionnellement l'adjudicateur en déposant des documents faux ou erronés, en fournissant des informations caduques ou mensongères, en proposant des preuves falsifiées ou non certifiées officiellement et s'il a modifié les bases d'un document remis via un support électronique (clé USB, CD-ROM, site internet, etc..) ou sous forme papier.

Les autres motifs d'exclusion selon l'art. 32 du règlement d'application de la loi du 24 juin 1996 sur les marchés publics (RLMP-VD) restent réservés.

4.2.2 Etape 2 : Evaluation des offres

Les offres retenues à l'issue du contrôle de conformité seront évaluées selon les critères d'aptitude figurant au chapitre 4.4 puis selon les critères d'adjudication figurant au chapitre 4.5.

4.3 Instances d'évaluation, conflits d'intérêts

4.3.1 Comité d'évaluation

Les offres seront évaluées par un comité d'évaluation constitué des personnes suivantes (donné à titre indicatif) :

Fonction	Membres professionnels	Membres non-professionnels
Président	M. Emmanuel Ventura Architecte, Etat de Vaud, DFIRE-DGIP, DAI- Architecte cantonal	
Membres liés au mandant	M. Frédéric Abbet Architecte, Etat de Vaud, DFIRE-DGIP, responsable DoR M. Christopher Pyroth Ingénieur, Etat de Vaud, DFIRE-DGIP, Unité Ingénierie	M. François Chapuis Etat de Vaud, DFJC-DGEP, Directeur général-adjoint M. Louis Staffoni Etat de Vaud, DFJC-DGEP, Ecole prof., Directeur
Membres indépendants	M. Serge Fehlmann Architecte, Morges M. Adrien Etchegaray Ingénieur bois, CBT SA, St-Sulpice	
Suppléants liés au mandant	M. Pierre de Almeida Architecte, Etat de Vaud, DFIRE-DGIP-DAI Adjoint Directeur DAI	M. Christophe Unger Etat de Vaud, DFJC-DGEP-ETML, Directeur

4.3.2 Spécialistes conseils

Le comité d'évaluation sera assisté dans son travail par les spécialistes conseils suivants :

Fonction	Membres professionnels	Membres non-professionnels
Spécialistes liés au mandant	M. Eric De Muralt Architecte, Etat de Vaud, DFIRE-DGIP, DAI - chef de projet	M. Roberto Ferrari Etat de Vaud, DGEP, ETML, Doyen M. Bertrand Sahli Etat de Vaud, DGEP, ETML, Maître principal
Membres indépendants	M. Miralem Durek Ingénieur électricité, MAB Ingénierie SA, Morges M. Cédric Haldimann Weinmann Energies, ingénieur CVS M. Pascal Zurflueh Spécialiste cuisine, ECCP Sàrl, Mézières M. Christophe Voyame Economiste, Associé, E-AS SA, Lausanne M. Marc Laracine Spécialiste en protection incendie, CBT SA, St-Sulpice	

Le travail des spécialistes conseils sera coordonné par l'organisateur de la procédure (voir §3.2).

4.3.3 Conflit d'intérêt

Il appartient au soumissionnaire d'annoncer à l'adjudicateur, au plus tard lors du dépôt de son offre, s'il se trouve en conflit d'intérêt avec des membres du comité d'évaluation. Un conflit d'intérêt est déterminé par le fait qu'un bureau ou un collaborateur est en relation d'affaire ou possède un lien de parenté proche avec un des membres du comité d'évaluation. Le cas échéant, il appartient à l'adjudicateur de remplacer le membre concerné.

Le comité d'évaluation se réserve le droit de faire appel à des spécialistes conseils. Cas échéant, il désignera des spécialistes ne se trouvant pas en conflit d'intérêts avec les soumissionnaires.

4.4 Critères d'aptitude et d'adjudication

Les soumissionnaires seront évalués selon les critères d'aptitude, d'adjudication et leurs pondérations ci-dessous :

	Critères	Libellé	Pondération	%
1.	Prix			40
1.1	Montant total de l'offre financière en rapport avec le cahier des charges (R1)	Notation du « Prix total de l'ouvrage » selon la méthode de calcul linéaire (T200)		36
1.2	Montant de l'offre réservé aux honoraires, frais et marge pour risques, garanties et bénéfice de l'ET (dénommé « chapeau de l'ET ») (R1)	Notation du chapeau ET selon la méthode de calcul linéaire (T200)		4
2.	Organisation pour l'exécution du marché			14
2.1	Nombre, planification et disponibilité des moyens et des ressources pour l'exécution du marché (R6)	Annonce des moyens et ressources prévus pour l'exécution du marché ainsi que leur planification et crédibilité par rapport aux exigences et contraintes du cahier des charges (planning détaillé des études et travaux, plan de charge des ressources, description des moyens matériels mis en œuvre).		7
2.2	Qualifications des personnes-clés désignées pour l'exécution du marché (R9)	Qualités des personnes-clés pour exécuter le marché selon les exigences et contraintes du cahier des charges, avec copie des certificats et diplômes. Vérification des curriculums vitae sous les angles du respect des délais, de la maîtrise des coûts, de la gestion de projet, de la gestion de la qualité, des qualifications, de la formation, des expériences (2 références similaires de moins de 10 ans demandées), de la disponibilité et de la mobilité.		7
3.	Qualités techniques de l'offre			35
	Qualité et adéquation des solutions techniques proposées pour l'exécution du marché :	Descriptif des solutions. Avantages, qualités et originalité des solutions techniques d'exécution du marché, crédibilité des options économiques proposées par le soumissionnaire, en rapport avec :		
3.1	Dossier architectural : Architecture	Descriptif architectural du document K2 (§2.8 à §2.11 et §2.16) et ses annexes (AK2.2.2, AK 2.2.3, AK2.2.8, AK2.2.10)		11
3.2	Dossier technique : Utilisation intensive et rationnelle du bois dans l'ouvrage	Descriptif relatif à l'utilisation du bois du document K2 (§2.6) et ses annexes (AK2.2.5)		4
3.3	Dossier technique : Exemplarité énergétique	Descriptif relatif aux objectifs énergétique (§2.6) du document K2 et ses annexes (AK2.2.7)		4
3.4	Dossier technique : Ingénieur civil	Descriptif relatif aux objectifs du document K2 (§2.12) et ses annexes (AK2.2.4 et AK 2.2.5)		4
3.5	Dossier technique : Ingénieur Electricité	Descriptif relatif aux objectifs du document K2 (§2.14) et ses annexes (AK2.2.6)		4
3.6	Dossier technique : Ingénieur CVS	Descriptif relatif aux objectifs du document K2 (§2.13) et ses annexes (AK.2.2.7)		4

692 Ecole Professionnelle de Vennes
Appel d'offres pour entreprise totale (ET)
K1.1. Instructions de la procédure

Critères	Libellé	Pondération	%
3.7	Dossier technique : Spécialiste cuisine	Descriptif relatif aux objectifs du document K2 (§2.15) et ses annexes (AK.2.2.9)	4
4.	Organisation de base du candidat ou du soumissionnaire		6
4.1	Organisation, qualité du soumissionnaire pour satisfaire les exigences du client (Q1)	Certification qualité officielle, en cours de certification ou présentation succincte de l'organisation, qualité propre à l'entreprise qui démontre que le soumissionnaire s'est organisé et prend des mesures internes pour satisfaire les exigences administratives du client (type ISO ou équivalent).	2
4.2	Contribution du soumissionnaire à la composante sociale et environnementale du développement durable (Q5+6+7 selon DRUIDE 1.2.3)	Présentation succincte de l'organisation et de la gestion de l'entreprise concernant sa responsabilité sociale (ressources humaines, formation des apprentis, formation continue, formation spécifique sur le développement durable, égalité des chances, recherche et développement, sécurité au travail). Certification de qualité officielle dans le domaine social ou en cours de certification dans l'entreprise, type EcoEntreprise ou équivalent. Description des mesures prises par l'entreprise pour préserver les ressources naturelles (eau, air, sol) et matérielles non renouvelables. Description des mesures prises en matière d'économie d'énergie, de réduction des besoins, de limitation de l'énergie non renouvelable et de l'utilisation d'énergie renouvelable. Description des mesures prises pour une gestion rationnelle des matériaux en considérant leur cycle de vie (énergie grise, durée de vie, recyclage, élimination). Description des mesures extraordinaires prises pour limiter les risques d'atteinte à l'environnement. Certification de qualité officielle dans le domaine environnemental ou en cours de certification, voire démonstration de l'application des préceptes environnementaux et de gestion des risques dans l'entreprise, type ISO 14001, EcoEntreprise ou équivalent.	4
5.	Références du candidat ou du soumissionnaire		5
5.1	Quantité et qualité des références (Q8)	Liste des références si possibles récentes (3 références de moins de 10 ans), achevées ou en cours d'achèvement, effectuées par le soumissionnaire, en rapport ou équivalentes en importance et complexité avec le marché à adjuger, avec désignation de l'objet, du lieu d'exécution, des dates de début et de fin d'exécution, du nom du client ou de sa raison sociale, de la personne de contact, du montant contractuel et des prestations effectuées par le soumissionnaire. Eventuellement, description de travaux d'étude ou d'études scientifiques. Le cas échéant, copie de la lettre d'un client attestant le travail exécuté sur une référence des points de vue de la qualité des prestations exécutées, des coûts et des délais.	
			100

Les offres des soumissionnaires qui n'ont pas reçu au moins la moyenne de 3 sur l'ensemble des critères d'aptitude 4 et 5 seront écartées de la procédure et ne seront pas évaluées.

L'adjudication sera basée sur l'évaluation de l'ensemble des critères (de 1 à 5).

4.5 Principe de notation

Le comité d'évaluation attribuera pour chaque critère une note d'appréciation allant de 0 à 5 selon le barème suivant (à l'exception du critère 1. Prix cf. chap. 4.7)

BAREME D'EVALUATION DES CRITERES D'ADJUDICATION		
0	Aucune possibilité d'évaluation	Soumissionnaire qui n'a pas fourni l'information ou le document non éliminatoire demandé par rapport à un critère fixé.
1	Insuffisant	Soumissionnaire qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, mais dont le contenu ne répond pas aux attentes.
2	Partiellement suffisant	Soumissionnaire qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, mais dont le contenu ne répond que partiellement aux attentes.
3	Suffisant	Soumissionnaire qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé et dont le contenu répond aux attentes minimales, mais qui ne présente aucun avantage particulier par rapport aux autres soumissionnaires.
4	Bon et avantageux	Soumissionnaire qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, dont le contenu répond aux attentes et qui présente un minimum d'avantages particuliers par rapport aux autres soumissionnaires, ceci sans tomber dans la surqualité et la surqualification.
5	Très intéressant	Soumissionnaire qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, dont le contenu répond aux attentes et qui présente beaucoup d'avantages particuliers par rapport aux autres soumissionnaires, ceci sans tomber dans la surqualité et la surqualification.

Les demi-points peuvent être utilisés si nécessaire.

4.6 Notation du prix

4.6.1 Forme de prix et sa notation

La forme de prix recherchée et sa notation dans la procédure d'AO doivent permettre au Maître d'ouvrage de s'assurer qu'elle permettra de conduire les études et la réalisation dans le respect de ses objectifs en permettant d'arbitrer entre des solutions au rapport prix / qualité inégal :

- de pouvoir retenir si nécessaire des solutions ou prestataires présentant un meilleur rapport qualité / prix ,
- d'obtenir le juste prix pour la qualité visée et de pouvoir le vérifier aisément,
- de mettre en place avec l'ET retenue une relation de travail collaborative et transparente,

Pour atteindre ces objectifs, le Maître d'ouvrage privilégie la mise en place d'une forme de prix de type **prix forfaitaire à livre ouvert** qui est basé sur un principe de transparence.

Dans cette perspective, une part de la notation du prix est donc réservée à l'évaluation spécifique du montant du « chapeau » de l'ET (Constitué des honoraires propres de l'entreprise pour la direction générale du projet, la direction des travaux et autres prestations intellectuelles réalisées par le personnel de l'entreprise, les frais divers (CFC 5), ainsi que la marge pour garanties, risques et bénéfices).

Notation du prix

L'évaluation du montant « chapeau » viendra compléter la notation du prix qui sera faite d'une part selon le montant de l'offre ou le Prix total de l'ouvrage ressortant de l'annexe R1* (formulaire R1) et d'autre part selon le montant réservé par l'ET pour ses propres prestations, ses frais et sa marge pour risques, garanties et bénéfices (ci-après nommé le « chapeau ET ») ressortant également de l'annexe.

* Il faut bien noter que ce montant sera corrigé de l'écart de prix de fournitures pour la part de bois fournie par le MO (entre la valeur de fourniture par le MO et celle indiquée par le candidat). C'est le prix de l'offre ainsi corrigé du prix des fournitures imposées par l'Etat qui entrera dans l'évaluation du prix pour la notation de l'offre (se référer au chapitre 2.5.1 de K2 Cahier des charges général).

4.6.2 Méthode de notation

La notation des différentes tranches se fera selon la méthode de notation linéaire T200, décrite dans le guide romand sur les marchés publics :

$$\text{note de l'offre évaluée} = \left(\frac{(\text{coût de l'offre la moins chère} \times 2) - \text{coût de l'offre évaluée}}{\text{coût de l'offre la moins chère}} \right) \times 5$$

Cette méthode de notation linéaire présente une pente moins raide que les autres méthodes utilisées dites « au carré » ou « au cube ». Dès que le prix de l'offre évaluée dépasse de plus de deux fois le prix de l'offre la moins chère, cette offre obtient la note de zéro.

4.7 Notation des variantes

Les variantes ne sont pas acceptées.

4.8 Choix de l'adjudicataire

La note finale résultera de l'addition des notes pondérées arrondies au 100^e de point. L'offre ayant la note la plus élevée sera retenue. En cas d'égalité, le comité d'évaluation procédera à une analyse comparative des dossiers d'offre, critère par critère, afin de départager les soumissionnaires.

4.9 Audition des soumissionnaires

Afin d'approfondir l'évaluation, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de convoquer des soumissionnaires à une audition, sans rémunération ni dédommagement. Il se réserve le droit de n'inviter que les soumissionnaires les mieux placés.

La date, la durée et le lieu exact de l'audition seront communiqués en temps voulu aux soumissionnaires concernés.

L'audition ne conduira en aucun cas à une modification de l'offre déposée. Avant, pendant et après l'audition, le soumissionnaire ne pourra donc pas apporter d'éléments nouveaux ou modifier son offre, au risque de se voir exclu de la procédure, à moins que l'adjudicateur le demande expressément à tous les soumissionnaires et à la condition que cela ne constitue pas une forme de négociation de l'offre.

L'audition fera l'objet d'un procès-verbal dans lequel seront énumérées les informations essentielles qui ont été échangées au cours de l'audition. Le procès-verbal mentionnera également le lieu, la date, la durée et les noms des personnes présentes. Le procès-verbal ne sera pas transmis aux autres soumissionnaires.

Le déroulement de l'audition sera identique pour tous les soumissionnaires, à savoir :

- l'adjudicateur débute en présentant les personnes présentes,
- le soumissionnaire présente brièvement les personnes qui l'accompagnent,
- le soumissionnaire présente le rendu architectural de son offre,
- le soumissionnaire présente son offre technique et financière,
- l'adjudicateur expose les points à clarifier,
- le soumissionnaire répond aux questions de l'adjudicateur,
- le soumissionnaire rappelle les points forts de son offre,
- l'adjudicateur conclut en précisant la suite qui va être donnée à la procédure.

Les clarifications nécessaires pourront aussi être demandées par écrit.

4.10 Notification de la décision d'adjudication

La décision d'adjudication sera notifiée par écrit, sommairement motivée, à l'ensemble des soumissionnaires.

5 CONDITIONS ET EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE LA PROCEDURE D'APPEL OFFRES

5.1 Engagements de l'adjudicateur

L'adjudicateur s'engage auprès des candidats à :

- traiter de manière confidentielle toutes les informations et documents portés à sa connaissance durant la procédure ; font exception les renseignements qui doivent être publiés lors de et après l'adjudication ou impérativement communiqués aux soumissionnaires qui ne sont pas adjudicataires, ceci sur ordre de l'autorité judiciaire,
- interdire l'accès aux documents et informations par des tiers ou toutes personnes externes à la procédure, sans le consentement du candidat,
- organiser la procédure avec un esprit d'équité, d'impartialité et de loyauté,
- assurer la transparence de la procédure,
- garantir un déroulement optimal de la procédure.

5.2 Langue officielle

La langue officielle de la procédure et pour l'exécution des prestations est le français.

5.3 Prix et TVA

Sauf indication contraire, les prix sont à indiquer en francs suisses (CHF) et hors taxe (HT). La TVA (7.7%) sera appliquée sur le total.

5.4 Validité des offres

La durée de validité des offres est de **12 mois** à compter de la date du dépôt des offres.

Une offre déposée est ferme et définitive. Elle ne peut être unilatéralement retirée par le soumissionnaire durant la période de validité fixée par l'adjudicateur à moins d'une justification telle qu'une procédure de sursis concordataire ou de mise en faillite.

5.5 Offres partielles et variantes

Les offres partielles ne sont pas admises. Le soumissionnaire a l'obligation de fournir une offre pour l'ensemble du marché. Les offres partielles seront exclues de la procédure.

Les variantes ne sont pas admises.

5.6 Modification du cahier des charges par l'adjudicateur

L'adjudicateur peut modifier le contenu du cahier des charges pour autant que cela ne remette pas fondamentalement en question la nature du marché et que cela ne porte que sur des questions de détail ou d'aspects secondaires. Si cette modification intervient avant le dépôt de l'offre, l'adjudicateur indiquera, si nécessaire, le nouveau délai pour le dépôt de l'offre. Si cette modification intervient après le dépôt de l'offre, il veillera à ce que tous les soumissionnaires soient mis sur pied d'égalité et possèdent un délai suffisant

pour répondre à la demande. Le cas échéant, il veillera à donner ces modifications dans une même mesure et dans le même délai à tous les soumissionnaires.

En cas de modification mineure et de peu d'importance, l'adjudicateur peut aussi ne pas mettre en cause le cahier des charges durant la procédure, mais il émettra des réserves lors de la décision d'adjudication qui indiqueront clairement les modifications du cahier des charges qui devront encore faire l'objet d'une discussion au niveau contractuel.

Si les modifications du cahier des charges remettent fondamentalement en question le bien-fondé de l'AO, il procédera à une interruption et à un renouvellement de la procédure. Le cas échéant, il informera les soumissionnaires de sa décision avec mention des voies de recours.

5.7 Indemnisation des soumissionnaires

L'adjudicateur n'a pas prévu d'indemniser les soumissionnaires dans le cadre du présent AO.

5.8 Confidentialité

Les documents et informations que se fourniront réciproquement le maître d'ouvrage et les soumissionnaires seront utilisés exclusivement dans le cadre de la présente procédure ouverte d'AO. Ils seront traités de manière confidentielle par les différentes parties.

5.9 Vérifications

Le soumissionnaire autorise le pouvoir adjudicateur ou ses mandataires à vérifier toutes les informations mentionnées dans l'offre.

5.10 Contrôle et explications de l'offre

L'adjudicateur procède à un contrôle technique et arithmétique de l'offre. Seules les erreurs évidentes de calcul peuvent être corrigées.

Une erreur de calcul manifeste du prix ainsi qu'un prix manifestement trop bas doit être vérifié au préalable auprès du soumissionnaire concerné, notamment par le fait que ses prix n'ont aucun rapport avec ceux pratiqués habituellement ou avec ceux offerts par les autres soumissionnaires. Le soumissionnaire devra apporter tout justificatif utile à la compréhension de ses prix. Si l'adjudicateur estime que les justificatifs apportés par le soumissionnaire démontrent clairement et de manière évidente que le soumissionnaire ne peut pas réaliser le marché dans de bonnes conditions d'exécution ou sans mettre en péril la pérennité de son entreprise, l'adjudicateur prendra une décision d'exclusion du soumissionnaire pour juste motif. La décision d'exclusion intervient d'office pour des erreurs manifestes répétitives, prépondérantes ou abusives au point de porter un préjudice à la crédibilité de l'offre dans son entier. Dans le cadre de la vérification des prix auprès du soumissionnaire, l'adjudicateur prendra également une décision d'exclusion si le soumissionnaire ne confirme pas ses prix ou si ce dernier annonce fermement et de manière définitive une modification de ses prix. Le cas échéant, l'adjudicateur se réserve le droit d'engager une procédure en dommage et intérêts.

5.11 Propriété des documents d'appel d'offres

L'ensemble des documents demeure propriété exclusive du maître d'ouvrage. Ils ne seront donc pas restitués au terme de la procédure.

5.12 Nature juridique des documents d'appel d'offres

Les documents d'AO sont destinés à l'évaluation et à la comparaison des offres. Ils ne peuvent pas être utilisés comme base de revendication, le contrat seul fera foi.

5.13 Négociations

Jusqu'à et y compris la décision d'adjudication, l'adjudicateur et l'organisateur ne procéderont à aucune négociation de l'offre, tant sur les prestations offertes que sur les conditions financières offertes ou sur les prix offerts.

5.14 Voies de recours

La décision d'adjudication est sujette à recours auprès de la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal vaudois, dans un délai de 10 jours dès sa notification par écrit.

6 ENGAGEMENTS DU SOUMISSIONNAIRE

En signant le présent document et en déposant son offre, le soumissionnaire certifie qu'il a pris connaissance des conditions de la présente procédure et qu'il en accepte le contenu sans réserve. Le soumissionnaire peut formuler ses commentaires par écrit, sur l'une ou l'autre des conditions et dans le même délai que pour le dépôt de l'offre.

Il prend par ailleurs aussi les engagements suivants pour la procédure et pour l'exécution du marché dans le cas où il est adjudicataire :

1. il confirme que les indications, informations et preuves fournies dans et avec son offre sont exactes et conformes à la réalité et qu'il n'a pas modifié la teneur des documents d'appel d'offres,
2. il accepte que l'adjudicateur, ou son représentant, puisse vérifier les indications, informations et preuves fournies avec son offre,
3. il garantit l'égalité de traitement entre hommes et femmes, à compétences et fonctions équivalentes, en particulier en ce qui concerne les conditions salariales, ceci y compris pour les sous-traitants directs, les fournisseurs principaux et les transporteurs, le cas échéant,
4. il garantit le respect des dispositions relatives à la protection de l'environnement, ainsi que celles en matière de lutte pour la protection des eaux, la protection de l'air et la gestion des déchets et de lutte contre les nuisances sonores,
5. il confirme qu'il n'a pas faussé la concurrence en réalisant des arrangements ou des accords entre soumissionnaires,
6. il confirme que l'offre déposée est conforme aux exigences des conditions administratives de la procédure d'appel d'offres ainsi que du cahier des charges et qu'elle inclut toutes les prestations strictement justifiées pour l'exécution du marché et son bon déroulement dans le respect des règles professionnelles y relatives. Cela comprend aussi les mesures à prendre pour respecter les dispositions relatives à la santé et la sécurité,
7. il confirme avoir reçu tous les renseignements nécessaires pour l'établissement de son offre, après avoir pris connaissance des conditions générales, du contenu du cahier des charges et après s'être rendu exactement compte de l'importance, des exigences et des contraintes du marché. Et, en conséquence, il s'engage à exécuter l'ensemble du marché pour les prix indiqués dans son offre, en se conformant strictement à toutes les prescriptions d'exécution énumérées dans l'appel d'offres,
8. il met en place les personnes clés désignées pour l'exécution du marché. En cas de remplacement de la ou des personnes-clés, le soumissionnaire a pris note que l'adjudicateur est en droit d'exiger de l'adjudicataire qu'il mette à disposition, dans un délai déterminé, des personnes-clés de même niveau de compétence, d'expérience, de capacité et de disponibilité. S'il ne s'exécute pas, la décision d'adjudication peut être révoquée et le contrat résilié,
9. il confirme qu'il ne fait pas l'objet d'une procédure de faillite ou qu'il n'a pas obtenu de concordat judiciaire ou extrajudiciaire ; il garantit également que tel n'est pas le cas pour les sous-traitants, fournisseurs ou transporteurs auxquels il entend faire appel le cas échéant,
10. il accepte que son résultat, notamment les notes attribuées par critère, soit transmis aux autres soumissionnaires sous la forme d'un tableau récapitulatif,
11. il accepte de mettre en place les moyens informatiques et de transmission des données compatibles avec les exigences de l'adjudicateur, ceci sans frais supplémentaire ou avenant au contrat,
12. il autorise l'adjudicateur à vérifier les références fournies directement auprès des entités référencées,
13. en remplissant son offre, il a tenu compte du fait que l'adjudicateur n'acceptera, après la décision d'adjudication, aucune sous-évaluation de prestations, aucun oubli de prestations ou mauvaise compréhension des prestations à exécuter. Il appartient donc au soumissionnaire de poser toute question d'éclaircissement. Le soumissionnaire ne pourra donc pas, suite au dépôt de son offre, justifier une modification de son offre par le fait que le cahier des charges n'était pas assez précis,

692 Ecole Professionnelle de Vennes
Appel d'offres pour entreprise totale (ET)
K1.1. Instructions de la procédure

14. il a pris bonne note que toute mention de nom d'entreprise ou de fournisseur dans le descriptif des prestations et différents documents de soumission remis avec le dossier d'appel d'offres, est donnée à titre indicatif et n'engage pas l'adjudicateur auprès de ceux-ci. Toutefois, les choix décrits doivent correspondre aux attentes de finition de la part de l'adjudicateur. Le soumissionnaire peut proposer d'autres fournisseurs ou entreprises pour autant que la qualité et les performances des produits proposés soient équivalents ou supérieurs à ceux annoncés dans les différents descriptifs et soumissions types,
15. il a pris acte qu'il est tenu d'annoncer, au dépôt de son offre, si certaines conditions ou exigences cadres ou de détail lui paraissent inadaptées, irréalisables ou contradictoires. A défaut de les avoir annoncé, le soumissionnaire sera lié par le contenu du présent dossier et ses annexes,
16. il accepte que l'adjudicateur puisse interrompre ou abandonner à tout moment la procédure sans devoir lui verser une quelconque indemnité,
17. il accepte que l'adjudicateur puisse remettre en appel d'offres ou recommencer partiellement ou totalement la procédure si, après ouverture et vérification des offres, il devait constater qu'un nombre insuffisant de dossiers remplit les conditions de participation ou les critères d'aptitude et que cela conduit à une absence de véritable concurrence et ce sans devoir lui verser une quelconque indemnité,
18. il accepte que, à la réception des offres et en cas de manquement formel à l'une ou l'autre des conditions de participation de la présente procédure, l'adjudicateur puisse décider d'octroyer à un soumissionnaire défaillant un délai pour réparer ledit manquement,
19. il fait preuve d'intégrité morale, notamment en prenant des mesures pour lutter contre la corruption et en s'abstenant d'offrir un quelconque avantage à un membre de l'autorité adjudicatrice ou à un membre du comité d'évaluation, dans le but d'obtenir un marché au détriment d'un autre soumissionnaire ou de soustraire le marché à une mise en concurrence. Toute violation de la clause relative à l'intégrité morale entraîne en principe l'annulation de l'adjudication, ainsi que la dénonciation anticipée du contrat par l'adjudicateur, pour justes motifs. D'autres sanctions peuvent être prises par l'adjudicateur, notamment si la violation de la clause relative à l'intégrité morale devait être découverte en cours de procédure d'appel d'offres,
20. il respecte l'ensemble des réglementations fédérales et cantonales en vigueur, en particulier celles en matière de sûreté et de sécurité. Il est tenu de respecter les prescriptions en matière de conditions de travail,
21. il accepte, lors de l'exécution du marché, que des contrôles sur site soient organisés et qu'il doive répondre solidairement du manquement de ses sous-traitants, en particulier pour ce qui est de leurs obligations comme employeurs à l'égard de leur personnel ; il accepte les clauses contractuelles relatives aux peines conventionnelles,
22. il veille à la confidentialité de toutes les informations qui ne sont pas publiques ou librement accessibles au public dont il a connaissance à l'occasion de la procédure ou de l'exécution du marché. Cette obligation de confidentialité débute avec la participation à la procédure et se prolonge à son issue jusqu'à l'échéance du contrat. L'observation des devoirs légaux d'information demeure réservée,
23. il accepte, s'il n'a pas indiqué lors du dépôt de son offre la volonté de garder confidentiel tel ou tel document, que l'entier de l'offre soit transmis aux autorités judiciaires en cas de recours,
24. il accepte que la langue officielle soit le français lors de la procédure et lors de l'exécution du marché pour toute information, documentation, contrat, audition et échanges de courrier,
25. il s'engage à ce que ses sous-traitants éventuels respectent les engagements du présent document,
26. il accepte l'ordre de priorité des documents qui est défini à l'article 2 du projet de contrat d'entreprise totale.

692 Ecole Professionnelle de Vennes
Appel d'offres pour entreprise totale (ET)
K1.1. Instructions de la procédure

Soumissionnaire : Nom

 Adresse

 Téléphone

 Responsable

 e-mail

 Date et signature(s) ¹

¹ En signant le présent document, le soumissionnaire s'engage également sur le contenu de toutes les annexes.